



RESEAU INDUSTRIE

## JOURNEE DE FORMATION

### SYNTHESE DE LA JOURNEE

13 Avril 2012

#### Objectif de la journée

*Mettre en évidence les leviers d'actions dont disposent les associations pour agir à chaque étape de la vie d'une ICPE.*

*Précision : ce compte rendu complète les informations contenues sur les diapositives projetées lors de la journée et remises aux participants, il contient donc les informations qui ont été données lors de la journée qui ne figurent pas sur les diapositives.*

#### 1<sup>ère</sup> Partie : Quizz « Les acteurs locaux face aux risques industriels chroniques et accidentels »

*Voir diaporama pour retrouver les principales informations*

**Intervenante : Maryse Arditi Pilote du réseau Industrie à France Nature Environnement**

#### **Les ICPE**

**Les installations sont classées en fonction de l'importance des dangers ou des nuisances qu'elles sont susceptibles de créer.** La nomenclature des ICPE est divisée en deux grandes parties qui classent les installations en fonction soit de leurs activités soit des substances qu'elles stockent ou utilisent.

**Suivant l'importance des dangers ou des nuisances qu'elles représentent pour leur environnement, des contraintes concernant leur implantation et leur mise en fonctionnement** sont définies par 3 régimes de classement : Autorisation avec Servitude d'Utilité Publique, Autorisation, Déclaration ou déclaration à contrôle périodique, et Enregistrement (la dernière catégorie qui a été créée).

Cette dernière catégorie pose beaucoup de problème, FNE a d'ailleurs beaucoup protesté contre, estimant dangereux pour l'environnement cette procédure qui permet de donner un droit d'exploiter sans étude d'impact préalable ni enquête publique. FNE craint que ce soit un moyen détourné de ne pas embaucher ou financer les inspecteurs nécessaires au contrôle des 600 000 ICPE françaises ou que soit envisagée une privatisation du contrôle des ICPE. L'enregistrement est un moyen pour les industriels d'échapper à la réglementation. En l'état actuel, cette procédure n'est qu'un déclassement de l'autorisation.

Au niveau Européen, les risques accidentels sont sous la directive SEVESO, les risques chroniques sont sous la directive IED (Ancienne IPPC). Il y a eu un progrès entre la directive IPPC et IED car les meilleurs techniques disponibles vont devenir quasiment obligatoires.

Plus d'informations sur :

- Les ICPE en général : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Questions-Reponses-sur-les-ICPE-.html>, <http://www.risquesmajeurs.fr/icpe-et-r%C3%A8glementation>
- la directive IED : <http://www.ws-environnementavocats.com/2012/01/23/la-directive-ied-vient-d%E2%80%99etre-transposee/>

**L'étude de danger (EDD)**

Elle concerne tous les sites soumis à Autorisation. Elle vise à évaluer au maximum tous les risques accidentels possibles, ainsi que les mesures de réduction mises en œuvre.

Les EDD sont payées par les industriels, mais réalisées par les bureaux d'études selon les grilles de l'état.

Depuis la table ronde sur les risques industriels à laquelle a participé FNE, il a été obtenu que pour chaque études de danger, il doit y avoir un résumé non technique de l'étude en ligne, ainsi que le rapport du commissaire enquêteur. Il faut donc aller consulter le site des préfectures. Les études de dangers complètes sont aussi accessibles en mairie.

Les études de danger sont réalisées avec l'approche probabiliste et non plus déterministe, l'objectif est donc aujourd'hui de regarder tous les scénarios possibles. Pourtant la gravité et la probabilité dépendent aussi des techniques disponibles et de l'état des connaissances des techniciens qui les réalisent.

Plus d'information sur les EDD :

<http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/Contenu-d-un-etude-de-dangers.html>

**Les études d'impact et les études d'incidence**

**Etude d'impact** : document technique et scientifique qui a pour objectif d'analyser, au moment des études préalables, les conséquences de certains aménagements et ouvrages sur l'environnement.

Plus d'information sur : [http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/4-Qu es ce qu'une etude d impact.pdf](http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/4-Qu_es_ce_qu'une_etude_d_impact.pdf)

<http://www.fichier-etudesimpact.developpement-durable.gouv.fr>

**Etude d'incidence pour les sites Natura 2000** : document dont la finalité est l'analyse des effets « notables » sur les espèces et habitats naturels du site.

Plus d'information sur : <http://www.conservation-nature.fr/article4.php?id=14>

**Le débat public et l'enquête publique**

Plus d'information sur le débat public : <http://www.debatpublic.fr/>

Plus d'information sur l'enquête publique : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Enqu%C3%AAt\\_e\\_publique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Enqu%C3%AAt_e_publique)

**2<sup>ème</sup> Partie : Les risques chroniques en PACA, l'action de la DREAL en 2012**

**Voir diaporama pour retrouver les principales informations**

**Intervenant : Jean Luc Rousseau, Chef de l'unité risques chroniques et sanitaires, Service Prévention des risques, DREAL PACA**

### ***Les missions de l'inspection des installations classées***

L'inspection des installations classées a trois missions principales :

- instruire les dossiers le plus vite possible, aussi bien les modifications notables que les demandes diverses.
- inspection, demande du public de contrôler les installations. L'inspection peut faire 2 types de contrôles : elle peut prévenir l'exploitant en lui annonçant la thématique sur laquelle elle va faire son contrôle (COV, Air...) avec un ordre du jour, mais elle peut aussi faire des contrôles inopinés. Les mesures réalisées dans ce cadre sont envoyées à un laboratoire qui analyse. La DREAL reçoit les résultats et demande des justifications en cas de mauvais résultats. Les résultats de toutes les inspections sont mises en ligne.
- information des entreprises et des installations

En dehors de ces missions, le ministère la Direction Générale de la Prévention de la prévention des risques définis des priorités pour l'année que les DREAL doivent appliquer (l'inspection des installations classées est très verticale). Ces priorités sont :

#### **Sur le fonctionnement même :**

- Réduction des délais d'instruction des demandes d'autorisation : 70 % des demandes d'autorisation de nouveaux projets instruites en moins d'un an. Il est également demandé aux inspecteurs de traiter en 5 ou 7 mois les dossiers en procédure enregistrément.
- Respect du programme d'inspection : Il y a en PACA environ 500 inspections par an, cela fait donc entre 10 et 15 inspections par inspecteur. Il y a 135 établissements prioritaires à inspecter tous les ans, 301 établissements à enjeux à inspecter tous les 3 ans, 730 établissements autres à contrôler tous les 7 ans.
- Information des entreprises : (notamment les rencontres des installations classées pour informer les industriels).

#### **Sur les priorités thématiques risques chroniques, déchets, santé environnement**

- ✓ **Produits chimiques** : Directive européenne Reach. L'Europe est partie du constat que les produits chimiques étaient très mal connus, ils ont donc créés REACH. Cela implique que ceux qui produisent des produits chimiques s'enregistrent. La DREAL PACA réalisera donc 30 contrôles qui consistent à aller voir si cette phase de pré enregistrement est bien menée par les industriels concernés et voir si les règles pour le personnel sont bien respectées.

*Pour en savoir plus sur REACH :*

[http://europa.eu/legislation\\_summaries/internal\\_market/single\\_market\\_for\\_goods/chemical\\_products/l21282\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/internal_market/single_market_for_goods/chemical_products/l21282_fr.htm)

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/REACH-contexte-et-mise-en-oeuvre.html>

- ✓ **Installations de tri, transit et regroupement des déchets (TTR)** : 25 installations de déchets non dangereux et de déchets dangereux seront contrôlées en 2012 dans la région.

Le code des déchets a changé et permettra de mettre des amendes administratives aux industriels des déchets (avant les amendes étaient mises par le tribunal, maintenant le préfet peut mettre des amendes, car c'est une sanction punitive plus besoin de passer par le procureur).

Concernant les déchets enfouis les gestionnaires du site doivent tenir à jour un registre des déchets arrivant sur le site, cela permet aux inspecteurs d'avoir les premiers éléments. Les sites de stockage sont reliés à des piézomètres qui pourraient aussi renseigner sur une pollution éventuelle. En cas de doute, les inspecteurs peuvent aussi gratter les sols des sites de stockage pour détecter un problème.

*Pour voir les émissions polluantes des sites*, voir sur le registre français des émissions polluantes <http://www.pollutionsindustrielles.ecologie.gouv.fr>

- ✓ **Contrôles des VHU non agréés** (Véhicules Hors d'Usage)

- ✓ **Recherche de substances dangereuses dans l'eau (RSDE)** :

La directive cadre sur l'eau indique que toutes les masses d'eau devront être en bon état en 2015. L'article 16 de cette directive vise à renforcer la protection de l'environnement aquatique par des mesures spécifiques conçues pour réduire progressivement les rejets, émissions et pertes de substances prioritaires, et l'arrêt ou la suppression progressive des rejets, émissions et pertes de substances dangereuses prioritaires dans l'eau. La Direction Générale de la Prévention des Risques au sein du ministère de l'environnement a lancé une campagne d'identification pour identifier les substances dangereuses et mettre en place des plans d'action pour les diminuer.

Donc 300 établissements dans la région seront mesurés en tout (l'action se déroule en deux vagues : la première, a débuté en 2009 et concerne les 200 plus importants établissements, la deuxième est en cours et concerne environ une centaine d'entreprises).

Cela a pour objectif : d'arrêter les rejets pour 13 substances prioritaires, de respecter les normes de qualité environnementale correspondant à l'atteinte du bon état chimique pour d'autres, et la réduction des émissions (entre 20 et 50%) pour 127 autres substances.

*Plus d'information sur la RSDE sur* : <http://rsde.ineris.fr/index.php>

- ✓ **Plan Régional Santé Environnement** : la DREAL PACA copilote la mise en œuvre du plan avec l'Agence Régionale de Santé.

*Plus d'information sur le PRSE sur* : <http://www.prse-paca.fr/>

- ✓ **Réduction des émissions industrielles dans l'air (REISTA)** : cette action est issue du plan santé environnement qui prévoit une réduction de 30% d'ici 2013 des émissions de 6 substances jugées prioritaires à cause de leurs effets sur la santé :

mercure, arsenic, hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), benzène, perchloroéthylène, PCB/dioxines.

En PACA 54 établissements dont 24 principaux ont été identifiés.

Ces émissions seront inspectées à travers GERE (Le Ministère du développement durable recueille chaque année les données relatives aux émissions de polluants dans l'air, l'eau, le sol et les déchets des installations classées).

D'une manière générale les effets cocktails ne sont pas traités, il n'y a pas de demande du ministère de le prendre en compte. Et il y a donc pour l'instant peu de connaissances.

<https://www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr/gere/>

- ✓ **Continuer le contrôle des émissions de 4 cimenteries en PACA** au regard des techniques et traitement préconisées par le BREF (meilleures technologies disponibles).
- ✓ **Mettre à jour la base de données sur les sites et sols pollués (BASOL)**, état des lieux des 180 sites pollués.
- ✓ **Préparer la transition de la directive IPPC vers la Directive IED** (à partir de janvier 2013 pour les installations nouvelles et janvier 2014 pour les existantes. Orienter une partie des inspections programmées vers la vérification des prescriptions «meilleures techniques disponibles» et réaliser des contrôles inopinés pour vérifier le respect des valeurs limites d'émissions.  
Pour retrouver l'ensemble des guides sur les BREF (meilleures techniques disponibles) <http://www.ineris.fr/ippc/node/10>

### 3<sup>ème</sup> Partie : Rôle des acteurs locaux lors des différentes étapes de la vie d'une Installation Classée (ICPE)

*Voir diaporama pour retrouver les principales informations*

**Intervenante : Maryse Arditi Pilote du réseau Industrie à France Nature Environnement**

#### **1. Projet d'implantation/extension d'une ICPE**

Pendant cette phase on ne sait rien, les informations ne circulent pas, on entend des rumeurs, mais il est difficile d'obtenir des informations précises.

Dans tous les cas, plus nous commençons tôt à regrouper des informations et monter au créneau plus nous avons de chance d'être entendu.

Il faut donc :

- faire une veille au niveau local et être à l'écoute de tous types d'informations (exemple : création emplois car nouveau projet signifie la plupart du temps embauche)
- solliciter le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions industrielles PACA (SPPPI), le Conseil Départemental pour l'Environnement, les Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST)
- demander des rendez vous avec les élus, le maître d'ouvrage

- constituer un réseau de liens avec les médias locaux, les solliciter pour leur dire que l'on a entendu parler de quelque chose car les médias sont toujours intéressés par une information.

## 2. Débat ou Enquête publique

Voir site de la commission nationale des débats publics <http://www.debatpublic.fr/>

**Lors du débat public** il est possible d'interroger les conditions et l'opportunité du projet. Le rôle de la CNDP est de prendre en compte tous les avis, tout ce qu'il s'est dit. Tout le monde peut contribuer en posant des questions en ligne, ou lors des réunions, élaborer un cahier d'acteur pour développer un argumentaire... Mais pour plus d'efficacité il faut s'arranger pour l'élaborer au début du débat public afin que durant la durée du débat beaucoup de gens aient le temps d'en parler. Il faut aussi être capable d'argumenter durant les réunions afin d'être repérés et que nos propos soient bien entendus.

**Concernant les enquêtes publiques**, ce qu'il faut faire :

- aller rencontrer le commissaire enquêteur. Le commissaire enquêteur ne répond pas aux questions, il note, l'inclus dans son rapport et c'est le maître d'ouvrage à répondre aux questions.
- en parler aux CODERST ou se rapprocher de l'association représentant les associations de protection de la nature et l'environnement (APNE) qui y siège, on va les rencontrer et on leur demande de nous envoyer les documents relatifs à l'affaire suivie.
- les associations locales peuvent se charger de surveiller la presse locale.
- pour attirer le grand public, il faut faire des synthèses simples en 2-3 pages et on diffuse largement pour que les gens soient informés.
- la stratégie d'action n'est pas la même selon si nous sommes pour ou contre le projet en question. Ainsi si on est pour mais avec des réserves on peut aller rencontrer le maire, mais si on est contre il vaut mieux aller voir les riverains. Si nous voulons nous opposer à un projet il faut repérer dans le dossier d'enquête publique 3-4 points qui choquent et sur lesquels on communique largement dans les médias, et on mobilise. Si nous voulons le projet mais un projet amélioré, il faut étudier le dossier à fond, et faire des propositions techniques pour l'améliorer.

- Pour rappel les documents relatifs aux enquêtes publiques sont parfois mis en ligne sur les sites des préfetures de départements, mais il y a souvent une résistance de l'administration française de les mettre, il ne faut donc pas se priver d'écrire à l'administration pour les demander.

Lors de l'enquête publique la marge de manœuvre est très faible pour les associations, car on ne discute que les conditions du projet mais pas de son opportunité.

## 3. Procédure administrative d'autorisation

Rien de plus à ajouter voir diaporama

## 4. Suivi régulier pendant l'exploitation

Pour trouver des informations sur l'exploitation il faut :

- regarder sur le site Internet, sur l'Irep (<http://www.pollutionsindustrielles.ecologie.gouv.fr/IREP/index.php>), le Gereg, le site national des installations classées (<http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/>), aller au bureau environnement et risques de sa mairie...

- Nos interlocuteurs sont le Préfet et la DREAL auprès de qui on peut protester car ils délivrent l'autorisation, les exploitants qui organisent des CLIC (commission locale d'information et de concertation) mais qui peuvent dire ce qu'ils veulent, il faut donc leur demander d'aller visiter leurs usines, d'aller voir ce qu'il faut regarder, et aussi les salariés, syndicats, nous devons être proches des syndicats, ce sont les premiers concernés, et ils peuvent détenir plein d'information qu'il n'est pas possible d'obtenir.

- Dans les actions, il est possible aussi de demander à mettre en place des commissions de suivi de site autour de sites où il n'y a aucune concertation mais où des problèmes surviennent.

## 5.Vigilance en cas de fermeture du site

C'est une phase dans laquelle il faut être particulièrement vigilant.

Pour trouver les informations, il faut être attentif car il y a forcément des bruits de couloirs, cela finit par se savoir, il faut aussi être proche des syndicats car une fois que la fermeture est définitive, les salariés parlent et révèlent des catastrophes, des maladies professionnelles.

En cas de cessation d'activité, les associations sont exclues des négociations. Il faut donc que nous posions publiquement les questions : dans quel état l'industriel laisse-t-il le site ? Que laisse-t-il ? Qui va payer la dépollution ? Il faut alerter un maximum sur ces questions. Il faut dans tous les cas au maximum militer pour que les industriels qui s'implantent sur un site disposent des garanties financières suffisantes pour pouvoir remettre en état à la fin de l'activité pour éviter de laisser des sites orphelins.

Il faut aussi être très attentif aux mesures de dépollution qui seront menées, à ce que l'on fait de tous les produits, ne pas hésiter à alerter sur ces questions cruciales.

Par la suite il faut faire très attentif aux projets d'urbanisme qui verront le jour à proximité du site afin de ne pas créer de dangers supplémentaires (exemple implanter une crèche sur un ancien site industriel).

Voir site Basias (inventaire des anciens sites industriels) <http://basias.brgm.fr/>

## 4<sup>ème</sup> Partie : Présentation du jeu SRIK

**Intervenants : Christine MITOLO, gérante et Luc BABIROWSKI, responsable technique de la société Minim'Risk**

Pour plus d'information voir le site Internet du jeu : <http://www.srik-lejeu.fr/>  
<http://www.minimrisk.fr>

"SRIK le jeu, activités industrielles" est un outil d'apprentissage simple et convivial pour sensibiliser les publics aux risques industriels et aux conduites à tenir en cas d'accident.

Il permet, dans le cadre des écoles, des ludothèques, des centres aérés, des entreprises, etc., de faire entrer la sécurité au cœur des familles par le biais des enfants. En les éduquant, "SRIK le jeu, activités industrielles" aiguise leur vigilance et leur permet d'adopter la bonne "secure attitude" en cas d'accident industriel.

Ce jeu est un excellent support de communication et d'information préventive pour les entreprises et les collectivités, en direction des populations et écoles riveraines. Il peut également être un outil de formation et d'évaluation pour les salariés et les sous-traitants au sein d'une démarche "culture sécurité" d'entreprise. Ce jeu a donc plusieurs niveaux de difficulté. Ce jeu est labellisé par le ministère de l'écologie, l'académie Aix-Marseille, le pôle risques de l'Arbois.

L'URVN FNE PACA a fait la commande d'un jeu, les associations adhérentes ne doivent pas hésiter à le demander, car l'objectif est que l'URVN FNE PACA le fasse tourner dans ses associations, pour qu'elles puissent s'en servir comme support lors d'animations qu'elles organisent : débats, ateliers... Cela permet de pouvoir après développer les thématiques abordées par le jeu.

## Personnes présentes

*Maryse Arditi - FNE*

*Solène Ballet – UDVN 04*

*Christine Bertheau – COPIL industrie URVN FNE PACA, FNE 84*

*Jean Paul Bonneau – FNE 84*

*Amanda Bouard – URVN FNE PACA*

*Janine Brochier Marino – UDVN 04*

*Françoise Collard – Pays d'Aix Ecologie*

*Etienne Hannecart – Bien Vivre à Caumont*

*Roland Hanser - C.I.Q. de Sausset les pins*

*Robert Lacroix - C.I.Q. de Sausset les pins*

*Adrien Loquesol – URVN FNE PACA*

*Jennifer Maherou – ASEF*

*Georges Martinot – Copil Industrie URVN FNE PACA, TDVN 83*

*Alain Mostacchi – Val des pins quartiers environnants*

*Joseph Ramirez – COPIL Industrie URVN FNE PACA*

*Mathieu Teulier – TDVN 83*

*Michèle Trat – AEPI*